

ALAIN TCHIBOZO

Économiste en chef de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Nous allons enchaîner avec M. Tchibozo qui va peut-être donner davantage de détails.

Alain Tchibozo

Je vous remercie. Notez en premier lieu que le contexte des pays du Sahel est assez compliqué. La première contrainte porte sur l'enclavement : ils n'ont pas d'accès maritime. Pour les aider, pour arriver chez eux, il faut obtenir la permission de passer chez le voisin, ce qui est ardu. Par ailleurs, ces pays présentent de très faibles densités de population. Ces pays ont de vastes territoires et sont très peu peuplés. Quand bien même nous serions prêts à mobiliser des ressources pour réaliser des infrastructures, par rapport aux personnes qui les utilisent, le coût de revient des infrastructures serait élevé. Cette double contrainte explique le fait qu'au bout de plusieurs années d'efforts, ainsi que le monsieur le ministre d'État le soulignait, malgré leur forte mobilisation contre l'extrême pauvreté, ces pays sont en retard aujourd'hui encore par rapport à la moyenne de l'Afrique, elle-même en retard par rapport aux autres continents.

Pour nous, banque de développement, lorsque tout va bien, notre métier est d'aider au développement et lorsque la situation est mauvaise, il s'agit d'aider encore plus au développement. C'est en quelque sorte un rôle de contrat cyclique de façon à atténuer les effets de la crise sur les populations. Cependant, dès lors que nous ambitionnons d'aider au développement, nous rencontrons des difficultés dans la gestion des priorités. Nous savons tous que dans ces pays du Sahel, nous avons besoin d'augmenter de façon importante les infrastructures sur tous les plans : transport, routes, télécommunications. Nous partons de très loin.

Au reste, certains problèmes sont perçus par les populations comme encore plus urgents. Plus que les infrastructures, un problème de sécurité alimentaire perdure. Ce problème est complexe car les productions ne sont pas suffisantes dans ces régions ; la productivité agricole y est également très faible. Dans un pays comme le Niger, le rendement à l'hectare annuel en céréales est d'une demi-tonne, soit quatre fois moins qu'en Côte d'Ivoire et dix fois moins qu'au Brésil. La sécurité alimentaire au Niger est donc compliquée. Au demeurant, il serait possible d'affirmer que parce que la productivité agricole est beaucoup plus forte en Côte d'Ivoire, on pourrait bénéficier de productions en excédent en Côte d'Ivoire pour leur faire passer la frontière, toutefois à la condition d'avoir des routes. La sécurité alimentaire reste un problème que nous devons gérer.

J'aborderai en troisième point l'énergie. L'accès à l'énergie est en réalité assez limité. Quand bien même dans certaines villes on y a accès, celle-ci n'est pas abordable ni durable et avec beaucoup de délestage. Sans énergie, il est compliqué d'installer des pompes pour tirer de l'eau. Sans énergie, il est difficile de mécaniser le matériel agricole. Sans énergie, la transformation n'existe même pas.

Aussi, pour la Banque de développement, au regard de l'étendue des ressources à mobiliser, la première question qui se pose est de savoir de quelle manière gérer les priorités et dans quel ordre. Devons-nous commencer par la santé ? Par l'éducation ? Faut-il réaliser des infrastructures ou bien faut-il tout investir sur l'énergie en premier lieu ? Nous avons fort heureusement du soleil, du vent, les énergies durables peuvent ainsi être mobilisées. Au reste, faudrait-il tout d'abord commencer par l'agriculture ?

Cette question reste ouverte. C'est pourquoi nous procédons par élimination, nous allons ainsi au plus pressé. La bonne nouvelle porte sur la mobilisation de tous les continents. On a souvent tendance à dire que les ressources financières nécessaires doivent être nombreuses pour financer tous les investissements dont les pays du Sahel ont besoin. En réalité, nous pouvons mobiliser des ressources financières. La difficulté est de les mobiliser sur des périodes longues et d'essayer de les obtenir à des coûts les plus bas possible. Bien évidemment, si nous sommes prêts à payer un coût des ressources élevé, nous avons des ressources, mais nous ne pouvons pas financer le développement à un coût de revient bien plus élevé que le coût de la croissance que nous voulons créer.

L'équation est ainsi rendue complexe. Il est vrai qu'il y a quatre ou cinq ans, lorsque l'Europe ou les États-Unis avaient des coûts de ressources proches de zéro, nous avons assisté à une mobilisation des ressources des Européens, de l'Asie, de l'Amérique vers les pays du Sahel, en particulier parce qu'il y avait une rationalité économique. Depuis le mois de février 2022, depuis la crise de l'Ukraine évoquée ce matin, la situation est un peu plus compliquée : les taux d'intérêt augmentent partout, les primes de risques augmentent également.

Nous essayons d'apporter une réponse à cette difficulté. Notre analyse laisse entrevoir que la meilleure façon de rassurer ceux qui nous prêtent de l'argent de notre capacité à rembourser, ceux qui nous apportent des ressources, est de leur montrer nos muscles en fonds propres en leur signifiant que même si les ressources qu'ils nous ont confiées pour financer le développement faisaient face à des défauts, nous, banque de développement, avons la capacité d'absorber ces défauts sur nos fonds propres. En aucun cas notre capacité à les rembourser ne sera altérée. C'est notre combat depuis deux ans, combat que nous entendons gagner. Gagner ce combat permet de maintenir un accès à des ressources longues et à coûts abordables pour l'ensemble des pays sous notre zone, et notamment les pays du Sahel. Tel est le panorama général.

Thierry de Montbrial

Merci infiniment de votre présentation. Je tiens à vous pousser un peu à la suite de ces explications, vous avez principalement raisonné en termes économiques. Vous avez des expériences étrangères importantes. Vous savez que nombre d'analystes et de critiques mettent l'accent sur les inefficacités en matière d'organisation, sur la corruption, sur les critiques des élites que nous observons un peu partout et pas uniquement dans votre pays. Ces élites

sont donc très critiquées et donnent un terrain fertile à la propagation des idéologies djihadistes et révolutionnaires. Je rappelle au demeurant que les pays enclavés ne sont pas les seuls menacés puisque nous considérons que le risque terroriste djihadiste s'étend également vers les pays du golfe de Guinée. Des pays très importants, que je n'ai pas besoin de citer, se retrouvent également concernés. C'est bien là une réalité forte. Avant de donner la parole aux deux orateurs plus sécuritaires, je tiens à vous pousser un peu afin d'observer vos réactions à la suite de mes propos.

[...]

Alain Tchibozo

Je souscris à 100 % à ce que monsieur le ministre d'État a expliqué. Je l'ai quant à moi vécu d'une autre manière. Une partie de mes fonctions tend à gérer les négociations avec les bailleurs de fonds, avec les investisseurs, avec ceux qui souhaitent nous accompagner. Des conditionnalités sont toutefois à souligner : ils sont bien entendu d'accord et disposés à nous aider, mais ils sont relativement stricts sur certaines conditions. La gouvernance en est une, le *reporting*, la transparence et la formation également.

Nous avons de très bonnes relations avec des bailleurs de fonds du groupe Team Europe. À chaque fois qu'ils nous accompagnent financièrement, ils demandent un audit externe de toutes les façons de procéder, ce que nous acceptons, cette démarche étant exigée par tous les bailleurs de fonds. Il s'agit d'aligner nos modes opératoires sur des standards internationaux, ce que nous faisons. En outre, nous nous mettons d'accord sur l'enveloppe qu'ils sont prêts à nous allouer. Après la discussion, ils nous expliquent qu'en sus, ils ont à notre disposition un budget formation destiné à former nos cadres qui prendront le relais. Ils doivent en effet être capables d'opérer selon les standards internationaux.

Vous avez raison, nous avons bien évidemment tous noté des problèmes de gouvernance dans nos pays. D'importants efforts sont menés pour les résoudre. Nous sommes de plus très aidés et très incités à améliorer nos critères de gouvernance et de formation, c'est absolument vrai.